

Compte rendu de l'AG

Présidence : Alex

Gestion de la parole : Maë

Secrétariat : Yaël COUDRAY

L'AG commence à 18h15 · Date : 26_10_2026

Ouverture

- Un enseignant demande qui nous représentons.
- Réponse : nous ne sommes pas des représentants. L'organisation tourne. Nous rappelons que l'ensemble des étudiant·es est bienvenu pour organiser.
-

Retour sur La Villette (Thaddée)

Thaddée fait le retour sur La Villette. Chaque ENSA a fait un compte rendu :

- À Belleville et à La Villette, ils sont déjà bloqués depuis un bout de temps.
- La Villette souhaite occuper son école.
- Plein d'actions sont mises en place dans ces écoles : des rassemblements et des ateliers communs.
- L'administration et les étudiants vont dans la même direction.
- Les équipes de relevé peuvent faire des cours en même temps que la mobilisation.
- Il y a une coopération entre profs et élèves : ils organisent des événements et des moments de réflexion entre eux.
- Chaque école a des revendications claires, pour les lycéens et pour les étudiants.

Retour sur Belleville (Yaël)

- École en bon état et essentiellement bourgeoise
- Seul 2% des étudiants sont issus du milieu ouvrier
- L'école a un désir de sortir de Parcours Sup
- Sensation d'études qui ont perdus du sens, face à des situations d'exploitation dans les stages
- École plus ouverte sur l'expérimentation et la recherche
- Étudiants.es en dépression
- Blocage depuis le 6 Octobre
- Création d'une université ouverte, avec différentes interventions (Léopold Lambert, Associations en soutien à la Palestine, anti-fa, projections de films et documentaires engagés, Guy Lambert, Bernard Friot...) sur le modèle de Paris Vincennes
- Relevés des logements du DAL par les architectes avec formation juridique, poussant les étudiants.es relativement bourgeois à être sensibilisé aux conditions de vies dans les quartiers en difficultés
- Création d'un studio auto-géré avec décision collective sur les éléments à rendre en cours

Objectifs de Belleville :

- Création d'une université qui enseigne une discipline en sortant du modèle néo-libéral
 - Création d'un service public de l'architecture et du bâti, en revendiquant une architecture étant d'un intérêt général, si le marché privé ne peut répondre aux besoins, le marché public doit pouvoir se supplanter
 - Toutes professions liées à l'art de bâtir ont le statut de fonctionnaire
-
- Un étudiant demande pourquoi Belleville veut supprimer l'Ordre.
 - Réponse : parce que l'Ordre est une mafia qui s'accapare des droits, etc.

Blocus, banalisation et organisation de la mobilisation :

- Cadot demande ce qu'on fait pour les étudiants qui passent leur PFE.
- Réponse de Maëlys : c'est l'idée de cette AG, voir comment on s'organise, comment on donne corps au mouvement pour inclure l'ensemble des cours et des contres. L'idée est de construire la mobilisation.
- On a fait un premier blocus en soutien aux lycéens. L'idée est d'étendre les revendications à celles de l'ensemble des écoles d'arts, de la culture, etc. La question de bloquer pour obtenir une banalisation se pose, à la fois pour entretenir la mobilisation et pour obtenir une banalisation, afin d'avoir un temps de travail et de lutte.
- Une étudiante pose la question du blocus pour permettre de se mobiliser. Selon elle, la lutte permet de faire le métier d'architecte avec les profs, et on peut concilier lutte et enseignement. Elle mentionne l'intérêt de créer un syndicat dans l'école, et la convergence des luttes.
- Une étudiante rappelle la création d'un groupe WhatsApp avec les différentes communautés.
- Favory veut savoir quelles sont les revendications. Il veut être au courant de tout ce qui se passe, mais ne reçoit que l'actualité officielle. Il veut qu'il y ait une communication.
- Louise rappelle qu'on ne bloque pas pour bloquer, et que l'idée est de s'engager à créer un programme alternatif. Elle admet un défaut d'organisation et rappelle que, cette fois-ci, tout le corps professoral doit être inclus, et que son travail et ses connaissances doivent être mis au service d'un agenda commun. L'idée est que les enseignants et l'administration soient acteurs de cette organisation.
- Une militante de LFI dit qu'une passation de diplôme, ça se décale, et que la question actuelle est plus importante qu'un diplôme. Elle rappelle qu'on ne parle pas du futur mais de gagner : comment on construit quelque chose maintenant, comment on apporte notre soutien maintenant, en tant qu'enseignant, pour une lutte légitime.
- Un étudiant s'inquiète du faible nombre d'étudiants présents : des voix manquent. Il demande si d'autres formes de mobilisation sont prévues, et s'il pourrait exister une autre manière d'intégrer les gens qu'un blocus total : peut-être le maintien des cours, avec des temps dédiés à côté. En restant juste entre nous, on tourne en rond dans un entre-soi.

- Clara rappelle que le blocus est nécessaire pour pouvoir organiser, et que la banalisation permet aussi de mutualiser lutte et enseignement.
- POB n'a pas compris qui était la militante LFI ; elle précise alors qu'elle est militante LFI.
- Mayra rappelle qu'en 2023, tout le monde a été diplômé·e pour les PFE.
- Thaddée rappelle les différentes façons de faire école. Il nous apprend qu'à La Villette, ils ont un système où les cours sont adaptés mais où, si l'effort est fait par tout le monde, on peut avancer et lutter en même temps. Et que ça nous permettrait de sortir grandis, en tant qu'étudiants et architectes.
- Corentin nous informe qu'à Val-de-Seine, ils gardent les cours deux jours, et que le reste du temps ils font de la mobilisation.
- Agathe demande, dans le cas où l'administration accepte nos revendications et où l'on voudrait faire un programme pédagogique différent (avec des temps de parole, une autre forme d'éducation, d'autres sujets, etc.), s'il y aura toujours un suivi en projet.
- Maëlys répond que le blocus permettrait d'obtenir la banalisation, et que la banalisation permettrait de mettre en place un programme alternatif avec les profs, les étudiants et des intervenants extérieurs.
- Un élève rappelle qu'on n'est pas là pour faire blocus pour faire blocus, mais pour faire projet, pour discuter. Si l'administration est d'accord, il n'y a pas de souci.
- Amal dit que l'administration est là parce que la dernière fois, l'administration n'était pas là. Elle dit qu'elle est là pour écouter, et ne veut pas qu'on dise que l'administration n'écoute pas. Pour ce qui est de son ressort, elle rappelle qu'on peut discuter.

Revendications

Maëlys présente les revendications. Elle rappelle qu'il existe une liste beaucoup plus importante, sur laquelle il faut travailler.

À l'échelle de l'ENSA-P :

- Débloquer des fonds pour le matériel des étudiant·es
- Transparence sur les finances
- Suivi psychologique
- Prise en compte des jobs étudiants
- Mise en place de temps d'échange profs-étudiants-admin
- Inclusion des sujets sociétaux : VHSS, homophobie, racisme, crise climatique
- Arrêt de la culture de la charrette, de la méritocratie

À l'échelle ministérielle :

- Débloquer des moyens financiers, matériels, humains
- Nouveau système Parcoursup
- Gel des APL
- Quantité des repas à 1 €

Parcoursup :

- Virginie David explique Parcoursup : les étudiants pourront faire un choix principal, sous lequel sont inscrits 21 sous-vœux.
- Amal précise qu'avant, on choisissait une école, et qu'une école = un vœu. Là, c'est l'Architecture qui devient un vœu.
- Avec ça, l'étudiant passera un seul entretien, dans le centre d'entretien qu'il choisira. Cela permettra à plus d'étudiants de venir.
- Amiot dit que ça permet à plus d'étudiants, venant de plus de filières, de venir. Ce qui sera regardé, ce sont les notes globales, toutes spécialités confondues : un 18 en menuiserie en bac pro vaut autant qu'un 18 en maths en bac général. C'est au bénéfice de tous les lycéens, car l'entretien se passe au plus proche de chez soi. Le choix n'incombe plus à l'école : c'est au final l'étudiant qui choisit.
- Un étudiant dit qu'avant, c'étaient plutôt les lettres qui comptaient. Si ce sont maintenant plutôt les notes, est-ce que ça renforce les inégalités ? Est-ce que c'est un algorithme qui juge, ou est-ce qu'on jugera encore les sensibilités de chacun ?
- Amiot dit que, malheureusement, ce sont les impressions qu'on a : quand on a fait les statistiques, il n'y a pas de diversité. Ce sont des élèves de bac général, issus de CSP+, avec mention au bac, sur les 5 dernières années dans toutes les écoles. Les statistiques sont les mêmes partout. Amal met à disposition les statistiques faites par Parcoursup.
- Une étudiante demande, si on s'ouvre à plus de monde, si on assure la réussite des gens issus des bacs extérieurs : « Nous, avec nos bacs généraux, est-ce qu'on n'est pas avantagés ? »
- Virginie dit que les étudiants issus de STI réussissent aussi bien.

Statut, information et communication :

- Virginie dit qu'un statut a été mis en place pour les étudiants salariés, sportifs, etc. Il y a aussi une formation, au sein du service des études, sur l'accueil des transidentités et des personnes trans.
- Une étudiante rappelle que l'accès à l'information est compliqué à l'école, et qu'à cause de cela des étudiants galèrent. Elle demande que ce statut soit plus accessible et développé.
- Une étudiante rappelle que ce sentiment de manque d'information est partagé.
- Un étudiant dit qu'il a eu son RSE rapidement, et rappelle que les revendications concernent toutes les écoles, pas seulement la nôtre.
- Virginie rappelle qu'elle a envoyé plusieurs fois des mails, et que le règlement des études est disponible sur l'intranet. Elle ne sait pas comment faire mieux, et demande que les élèves proposent des idées.
- Amal propose un atelier de communication inter-élèves.
- Corentin rappelle que si on banalise, c'est le moment de tout remettre à plat.

- Une élève trouve qu'il y a une déshumanisation du contact : on n'a plus de contact entre êtres humains.
- Une étudiante dit que la bonne communication n'est arrivée que cette année, et trouve qu'il y a eu un petit manquement l'année dernière.

Propositions de programme et de thématiques :

- Le programme n'est pas encore fait : on n'a pas eu le temps de le faire. L'initiative a été lancée, l'idée est de le construire tous ensemble. Il est rappelé qu'on n'a pas forcément un réseau infini, et que c'est pour cela qu'on dit le bâtir ensemble. L'idée est que ce programme soit ouvert à toutes et tous.

Thématiques proposées :

- Militantisme politique : comprendre la lutte des classes
- Comprendre les mécanismes et le retour du fascisme en France
- Comment repenser le métier d'architecte avec les enjeux actuels
- La Palestine : penser à ces territoires victimes de génocides et de colonialisme
- Communautés alternatives, ZAD, etc.
- Changement climatique et architecture
- Relevé dans les lycées

Autres interventions :

- Andréa pense qu'il y a un vrai problème dans l'architecture : on est plus reconnu comme d'utilité publique. Le vrai problème, c'est comment on se remet dans un métier d'utilité publique.
- Un étudiant demande qu'on rejoigne les revendications de Belleville.
- POB dit que ça pourrait être intéressant de faire des relevés dans un lycée, mais trouve ça compliqué d'improviser un relevé dans un lycée. Il demande nos avis : est-ce qu'il y aurait du monde pour faire des relevés dans les lycées ? Il souligne la difficulté de l'organiser.
- Un L1 dit que beaucoup d'élèves pourraient être intéressés.
- Une étudiante rappelle qu'à Trappes, il y a eu un attentat raciste. Elle dit que ce serait important de sensibiliser les gens à la montée du fascisme et à ce qui en découle.

Légitimité du vote et quorum :

- Un étudiant se pose la question de la légitimité du vote qui aura lieu dans un amphitheâtre de 40 personnes. Il se demande s'il ne faudrait pas faire un vote plus large.
- Un étudiant dit que la banalisation permettrait la présence de plus de monde dans les AG, en les soulageant de la pression des études.
- POB pose la question du quorum.
- Un étudiant demande si le vote était annoncé. S'il n'était pas annoncé, on ne peut pas leur reprocher de ne pas avoir voté.
- Une étudiante s'interroge sur la légitimité des gens.
- Jacques dit qu'il n'y a aucun débat à avoir : ceux qui ne sont pas là ne votent pas.
- Une étudiante dit que l'absence n'est pas une illégitimité.
- Une étudiante dit qu'en master, les emplois du temps sont différents. Elle reconnaît la difficulté d'organiser une AG et pointe l'importance d'aller chercher les gens. Elle dit que, même banalisés, elle a eu cours. Elle trouve le projet un peu trop flou, et qu'il est difficile de se projeter.
- Une étudiante rappelle que la banalisation n'est pas censée impacter négativement les études.
- POB propose une troisième voie : la continuité des cours, avec une forte suggestion d'intégrer les luttes sociales. Il faut trouver une continuité de sortie qui ne soit pas noire ou blanche.
- Timothée dit que la mobilisation est géniale, et rappelle qu'il ne critique pas le fond mais la méthode. Il trouve aberrant que l'amphitheâtre soit vide, et pense qu'il serait plus honnête, aux yeux de l'école, de plus communiquer. Il sait qu'il y a toujours un vote, mais les gens ne sont pas forcément au courant du vote. Il ne comprend pas le problème de faire voter demain, ni la notion d'urgence : on n'est pas à quelques heures près.
- Une étudiante propose qu'il y ait un vote en présentiel mardi, et qu'on communique dessus.
- Un étudiant dit que si la majorité des gens ne font rien, ils n'ont pas à imposer le fait de ne rien faire.

Décision :

La décision est prise de faire un vote.